

ECOLE DE GUERRE



PROMOTION *VERDUN*

2015 -2016

Politique extérieure de la Russie : rupture ou continuité ?

Capitaine de corvette Amaury Moreau de Bellaing

Sous la direction de

Samir Battiss

Professeur à Université du Québec à Montréal

Résumé : la politique extérieure de Vladimir Poutine est marquée par une inflexion franche, particulièrement visible depuis le début de son second mandat à la tête de la Fédération de Russie. Cette évolution se caractérise par une **affirmation accrue en tant qu'acteur de la scène internationale**, une **politique de « sphère d'influence » dans son étranger proche**, voire une certaine forme d'expansionnisme et, enfin, un retour à une **dialectique anti-occidentale**.

Comment comprendre cette inflexion de la politique extérieure russe ? Quelle portée lui donner ? Faut-il y voir une **continuité historique ou au contraire une réorientation majeure** ?

Depuis le début des années 2000, la Russie s'est engagée dans une **politique d'affirmation, aussi bien régionale qu'internationale**. Ce virage politique n'en n'est un que par rapport aux premières années de l'après Guerre froide, alors que la politique de l'ère Poutine s'inscrit bien davantage dans la **continuité d'une politique russe de long terme**, certes évolutive, mais toujours marquée par des tendances profondes de nature géopolitique.

Abstract : Vladimir Poutine's foreign policy is characterized by a strong inflection, highly visible since the beginning of his second mandate as the leader of the Russian Federation. That evolution is marked by an increased assertion as an actor of the international community, a « sphere of influence » policy in Russia's « close neighbourhood » or even some sort of expansionism and, to end with, a return to an anti-western dialectic.

How can this inflexion in Russia's policy be understood ? Is it to be seen as lying within a historical continuity or, on the opposit, as a major redirecting of Russia's policy ?

The recent turn in Russia's foreign policy is a turn only in comparison to the first years following the Cold War, while Poutine's policy should rather be linked to the long term Russian policy, regularly changing, but always influenced by deep-seated trends of geopolitical nature.

La politique extérieure de Vladimir Poutine est marquée par une inflexion franche, particulièrement visible depuis le début de son second mandat à la tête de la Fédération de Russie. Cette évolution se caractérise par une **affirmation accrue en tant qu'acteur de la scène internationale**, une **politique de « sphère d'influence » dans son étranger proche**, voire une certaine forme d'expansionnisme et, enfin, un retour à une **dialectique anti-occidentale**.

Comment comprendre cette inflexion de la politique extérieure russe ? Quelle portée lui donner ? Faut-il y voir une **continuité historique ou au contraire une réorientation majeure** ?

Depuis le début des années 2000, la Russie s'est engagée dans une **politique d'affirmation, aussi bien régionale qu'internationale**. Ce virage politique n'en n'est un que par rapport aux premières années de l'après Guerre froide, alors que la politique de l'ère Poutine s'inscrit bien davantage dans la continuité d'une politique russe de long terme, certes évolutive, mais toujours marquée par des tendances profondes de nature géopolitique.

Dans une **première partie**, une analyse des **invariants du temps long** dans les relations extérieures de la Russie permet d'identifier quels ressorts l'ont toujours amené à rechercher, **sinon l'accroissement de son territoire, au moins une influence régionale**. Il s'agit là d'une approche « **constructiviste** » de la politique extérieure russe, c'est à dire prenant en compte **l'identité russe**, elle-même façonnée par la géographie du pays.

La seconde partie s'attachera, après avoir caractérisé le retour à une politique d'affirmation internationale de la Russie, à en analyser les **causes récentes**, notamment la **confrontation entre des conceptions opposées des relations internationales** - « réalisme » russe contre « idéalisme » occidental, nourrie depuis la fin de la Guerre froide.

* * *

1. Les invariants du temps long

Avant d'analyser, dans la seconde partie, les causes récentes du raidissement de la politique extérieure russe, il est essentiel, dans un premier temps, de tenter une synthèse de la « géopolitique russe du temps long », à même de rendre compte des pesanteurs historiques, qu'elles soient d'essence géographique, culturelle, militaire ou économique.

1.1. La tyrannie de la géographie

1.1.1. L'accès aux mers chaudes

La Russie, malgré ses dimensions uniques, reste **enclavée** à l'intérieur du continent eurasiatique. Coincée entre les régions polaires, au nord et la steppe, au Sud, elle ne possède que des accès limités ou indirects (par la mer Noire ou la Baltique) aux océans. Son interconnexion aux autres grands ensembles géopolitiques mondiaux, son intégration dans une économie mondialisée reposant largement sur le commerce maritime, l'évacuation de sa production de matières premières, en premier lieu d'hydrocarbures, sont donc largement compliqués par cette situation défavorable.

Pour cette raison, la Russie, depuis plus de deux siècles, cherche à accéder aux **mers chaudes** – Méditerranée et Océan indien - seules à même de lui donner une dimension mondiale :

- à partir du XVI^{ème} siècle, à la faveur du recul de la mondialisation arabe (routes de la soie) concurrencée par l'essor colonial européen, l'influence de la Russie en **Asie centrale** se développe. L'enjeu géopolitique lié est **l'accès à l'Océan indien**, auquel la Grande Bretagne fera finalement obstacle en Inde.
- dès le XVIII^{ème} siècle, la Russie cherche à reprendre le contrôle de la **mer Noire**, devenue musulmane au siècle précédent (Khanat de Crimée, Empire Ottoman), à reprendre Constantinople, berceau de l'Eglise orthodoxe, et à désenclaver les détroits turcs.
- plus généralement, la Russie mène depuis l'époque tsariste une guerre diplomatique et militaire pour l'accès à la **Méditerranée**. Déjà, en 1772, la tsarine Catherine II envoyait à Beyrouth un corps expéditionnaire et bombardait les côtes syriennes pour lutter contre l'Empire ottoman¹. Durant la Guerre froide, l'Union soviétique tisse des liens avec certains pays de la rive sud : Algérie, Egypte et surtout le régime baasiste syrien qui offre, à Tartous, un point d'appui permanent à la flotte russe.

1.1.2. Le syndrome de la forteresse assiégée

Paradoxalement, bien qu'enclavée, la Russie possède peu de frontières naturelles protectrices vis-à-vis de l'envahisseur. La Russie eu en effet à subir, notamment à cause de cette faiblesse relative, les assauts hostiles des Mongols au XIII^{ème} siècle, de la Pologne et la Lituanie au XVII^{ème} siècle, de grande armée napoléonienne au XIX^{ème} siècle, puis, plus tard, celle des armées de l'Allemagne nazie.

Il en est resté, dans l'inconscient russe, l'idée d'une permanence de la menace extérieure contre laquelle il existe deux parades : l'espace et la force armée, demeurés jusqu'à ce jour des déterminants forts de la politique extérieure russe.

1.2. L'espace et la question de l'identité russe

L'immensité du territoire russe, associée à la rudesse de son climat, fût en effet l'un des principaux facteurs de survie de la Russie dans l'Histoire. La distance physique qui sépare Moscou des autres

¹ Moscou se retire deux ans plus tard en échange de concessions ottomanes sur l'Ukraine et la Crimée.

ensemble géopolitiques – Europe occidentale à l’ouest, monde musulman au Sud - doit être vue comme une « profondeur stratégique » directement liée à la capacité de résistance et de survie de la Russie face à la menace extérieure. Cette maîtrise de l’espace et du temps est d’autant plus nécessaire qu’elle permit plusieurs fois à la Russie de compenser l’avance technologique et économique de l’adversaire.

Ceci contribue à expliquer la nécessité vitale, selon la Russie, de contrôler un vaste territoire vers l’Ouest et vers le Sud. Ainsi l’expansion territoriale ou, a minima, le contrôle sur une zone d’influence, ne relèvent pas d’une politique hégémonique, mais d’une posture défensive.

Pour justifier les frontières de ce que doit être « l’espace vital » russe, la question de l’identité russe, qu’elle relève d’une réalité humaine ou d’une mystique entretenue politiquement, est naturellement centrale. La dialectique de l’identité russe a plusieurs visages, ethniques, linguistiques ou religieux.

1.2.1. L’identité slave et le pan-slavisme

Bien que largement factice, la notion d’identité slave a toujours été utilisée politiquement pour justifier une forme de responsabilité historique, voire d’expansionnisme (pan-slavisme) de la Russie vis-à-vis du « monde slave ».

À l’origine des slaves, des peuples indo-européens sont installés dès fin du premier millénaire avant notre ère, entre la Baltique et la mer Noire. Au début du Moyen Âge, ils progresseront vers l’Europe centrale et balkanique, bousculés par les envahisseurs venus de l’Est. Un premier noyau de la Russie est établi au IX^{ème} siècle du lac Ladoga à la Mer Noire. Cette Russie primitive s’empare au siècle suivant du Dniepr et de la Volga et déplace sa capitale à Novgorod, puis à Kiev. La puissance de la Russie kiévienne s’affirme au contact de l’Empire byzantin, mais au début du XIII^{ème} siècle, la Horde d’or mongol impose son autorité sur toute la région. Après sa dislocation, certains territoires retomberont sous domination russe, comme le khanat de Kazan, d’autres sous domination ottomane, tel le khanat de Crimée. Ainsi, au Moyen Âge, les peuples slaves sont déjà regroupés dans de nombreuses principautés et royaumes (Rus’ de Kiev, Grande-Moravie tchécoslovaque, royaume de Pologne, grand-duché de Lituanie, royaume de Croatie, états bulgares...etc).

Ces entités multiples évolueront naturellement de façon très différente politiquement et culturellement, soumises aux influences successives russe, occidentale, turque et musulmane, si bien qu’il est difficile de décrire ce que serait aujourd’hui une « identité slave ».

Bien que purement théorique, il persiste néanmoins un courant **pan-slaviste** ancien faisant des russes les protecteurs des peuples slaves. Ce dernier a toujours été utilisé par Moscou, y compris pendant l’ère communiste, comme **argument politique**.

1.2.2. La langue russe et la diaspora russophone

Le pan-slavisme trouve sa justification à travers des considérations d'ordre historique, culturel, mais aussi linguistique. Les russes primitifs auraient en effet parlé un slave originel, ou slave commun, qui ne se serait différencié qu'à partir du milieu du premier millénaire de notre ère à la faveur des mouvements migratoires qui ont dispersé les populations slaves. Cette différenciation a donné naissance à plusieurs familles de langues slaves : orientales (russe, ukrainien, biélorusse), occidentales (polonais, tchèque, slovaque), ou méridionales (bulgare / macédonien, croate / bosnien / serbe / monténégrin / slovène). La branche orientale des langues slaves, ou « vieux russe », comprend le Grand russe, à l'origine du russe actuel, le « blanc russe », parlé en Biélorussie et le « petit russe » à l'origine de l'ukrainien.

La langue demeure donc un outil politique au service de l'unification de l'espace d'influence russe. Les politiques linguistiques appliquées par la Russie sur son territoire ou dans son aire d'influence ont connu deux tendances opposées, appliquées successivement, dans le temps comme dans l'espace. Le russe a parfois été imposé par la loi et par la contrainte comme langue d'échange unique, ou au contraire, est demeuré une *lingua franca* commune, permettant les échanges entre ethnies aux langues différentes.

Ainsi, pendant la période soviétique, Lénine appliqua une politique linguistique « libérale », autorisant l'éducation dans la langue maternelle, tandis que Staline conduisit au contraire une politique de russification forcée et d'enseignement obligatoire du russe.

L'explosion de l'URSS a amené certains nouveaux états à mettre en place des **politiques linguistiques défavorables à la langue russe** pour faciliter la construction de leur **propre identité nationale**. Ces politiques ont parfois conduit à la dégradation de la situation des minorités russophones, favorisant une attitude communautariste, voire indépendantiste, de leur part. Cette situation s'est surtout observée dans les états qui abritaient déjà une forte communauté russophone, concurrençant l'emploi des langues vernaculaires : Géorgie, Ukraine, Moldavie, Azerbaïdjan². A l'inverse, la langue russe n'est pas devenue un enjeu politique en Asie centrale, où elle demeure une *lingua franca* ne concurrençant pas les langues traditionnelles, avec des nuances : l'Azerbaïdjan le Turmenistan et l'Ouzbékistan ont souhaité prendre leur distance avec la nouvelle Russie et le russe n'y est plus langue officielle. Tandis qu'en Géorgie, Arménie ou Tadjikistan, le russe n'y était pas suffisamment implanté pour qu'une politique de « dérussification » s'impose.

² Qui correspondent aux actuels membres du GUAM.

L'attitude russe vis-à-vis des populations russophones étrangères a eu tendance à osciller depuis, entre libéralisme et politique d'influence.

1.2.3. L'orthodoxie

L'identité russe est, enfin, fortement adossée à la religion orthodoxe, depuis le baptême de Vladimir Ier à Kiev en 988. La foi orthodoxe est utilisée, depuis ses débuts, comme un **instrument politique** : Vladimir chercha à faire l'unité du peuple russe par l'unité religieuse. Plus tard, sous les dominations teutoniques ou mongoles, la religion est un symbole **d'unité et de résistance du peuple russe**. A la fin du Moyen Age, l'Eglise russe s'éloigne de Byzance et finit par prendre sa relève à partir de la chute de Constantinople en **1453 : c'est la « troisième Rome »**. Un **patriarcat indépendant** est finalement créé en 1589 sous le règne d'Ivan le Terrible.

Sous Pierre le Grand, l'Eglise est **soumise au pouvoir politique** mais retrouve une large autonomie en même temps qu'elle devient l'un des **piliers de l'identité russe** « Autocratie, Orthodoxie, Nation ».

Si l'Eglise subit de lourdes persécutions de 1917 à 1940 (plus de 160 000 religieux seront assassinés). Par la suite, les persécutions s'atténueront même si l'anti-cléricalisme demeure une politique officielle jusqu'à la chute de l'URSS.

A partir des années 1990, on assiste au contraire à une **renaissance spectaculaire de l'orthodoxie**, reconnue depuis 2006 par la loi comme ayant un « rôle particulier dans le développement de la nation russe et dans sa culture ». Vladimir Poutine déclare au Mont Athos en 2005 que « la Russie est une puissance orthodoxe ».

L'Eglise orthodoxe voit à la Russie un rôle de **contrepois à un Occident sécularisé et libéral**. Elle réinterprète les Droits de l'Homme sous la forme de la « déclaration sur les droits et l'honneur de l'homme » et oppose le « droit des groupes » à celui des individus (concile de 2006). Dans le même temps, **à partir de Benoît XVI, les Eglises orthodoxe russe et catholique**, se rapprochent, s'opposant au patriarche de Constantinople sur la question des racines chrétiennes de l'Europe et de l'adhésion à la Turquie dans l'Union européenne.

Vis à vis des pays de l'étranger proche, les oppositions politiques trouvent écho dans les dissensions des différentes Eglises orthodoxes. En Ukraine, l'église gréco-catholique et le patriarcat de Kiev, majoritaires à l'Ouest, ont rompu depuis 1991 avec l'orthodoxie majoritaire à l'Est, dépendante du patriarcat de Moscou. Il faut y voir un héritage des tiraillements historique de l'Ukraine entre l'hégémonie russe à l'Est et l'influence des puissances catholiques à l'Ouest (grand-duché de Pologne et de Lituanie, empire des Habsbourg). On retrouve ces tensions en Moldavie où la concurrence russo-roumaine s'exprime aussi entre la métropole de Bessarabie, recrée en 1992 sous la responsabilité de l'Eglise roumaine, et la métropole de Moldavie, qui dépend de l'Eglise russe. La première a par

exemple imposé sa reconnaissance par l'Eglise russe par le biais d'une décision de la Cour européenne des droits de l'homme, tandis que la seconde est la seule présente en Transnistrie.

1.3. L'européanisation : XVIII et XIXème siècles

Jusqu'alors encore considérée avant tout comme une nation asiatique par les européens, **la Russie entre dans le jeu européen à partir du règne de Pierre le Grand, qui débute en 1682.**

A l'intérieur, **Pierre le Grand** conduit une politique de réformes sociales et économiques très ambitieuses. A l'extérieur, il ouvre la Russie sur la Baltique, à la faveur d'une victoire sur les suédois. Entre la fin de son règne en 1725 et le début de celui de Catherine II en 1762, la Russie intervient fréquemment des les affaires européennes.

Le règne de **Catherine II** est dans la continuité de celui de Pierre le grand : poursuite des réforme et affirmation de la puissance russe en Europe. Elle combat l'empire ottoman et installe la Russie en Mer noire, fondant les ports de Sebastopol et Odessa. Parlant l'allemand et le français, elle fait venir de nombreux entrepreneurs et intellectuels européens en Russie. Attachée à l'esprit des Lumières, elle condamne en revanche définitivement la Révolution française et prend alors ses distances vis-à-vis de l'Occident.

Alexandre Ier, d'abord battu par Napoléon, en sera finalement vainqueur et **entre dans Paris** en 1814. La Russie apparaît dès lors comme un acteur européen majeur. C'est cependant sous ce règne que se développe le courant « slavophile » valorisant l'identité slave et orthodoxe, appelée à jouer un rôle en Europe et à dépasser l'esprit des Lumières par un « supplément d'âme » : le sens de la communauté est préféré à l'individualisme occidental. Les slavophiles » s'opposent aux « occidentalistes » qui souhaitent que la Russie comble son retard sur l'Occident.

Nicolas Ier est battu en Crimée en 1856 par les franco-britanniques, remettant en cause le dogme d'invincibilité de l'armée russe. La caractère très autocrate de Nicolas Ier (rapporté dans un ouvrage de Custine) noircie l'image de la Russie dans le monde occidental mais celle-ci s'améliorera à nouveau sous le règne d'Alexandre II qui réalise des réformes importantes, notamment l'abolition du servage. A l'extérieur, il réintègre la Russie dans le jeu européen, en négociant « l'entente des trois Empereurs ». Il étend également les frontières orientales de la Russie sur les rives de l'Amour et de l'Oussouri. Sous **Nicolas II**, le Russie connaît un repli stratégique illustré par la défaite face aux japonais en 1904-1905 et l'acceptation de l'annexion de la BiH par l'Autriche Hongrie. C'est pourtant pendant ce règne que la Russie connaît un développement économique remarquable, qui encourage les capitalistes occidentaux à investir en Russie.

Dans la première moitié du XX^{ème} siècle, la Russie participe aux deux conflits mondiaux, aux côtés de la France et de la Grande Bretagne, contre l'Allemagne et ses alliés.

A partir de la fin du XVII^{ème} siècle, la Russie devient donc définitivement partie prenante des relations internationales européennes. Pour les pays d'Europe occidentale, elle sera alternativement un objet d'admiration ou de méfiance. A l'inverse, la perception de l'Europe par la Russie connaîtra les mêmes ambiguïtés.

1.4. Le tropisme asiatique : un équilibre jamais définitif entre Europe et Asie.

C'est l'irruption des peuples mongols de la Horde d'Or, venus d'Asie orientale au XIII^{ème} siècle, qui va lier les peuples slaves au continent asiatique. Depuis, si la Russie possède des liens assez forts en Asie centrale, son rapport à l'Asie orientale demeure culturellement éloigné et politiquement embryonnaire. En revanche, **le tropisme asiatique a toujours été un facteur idéologique utilisé comme contrepoids de l'influence européenne.**

1.4.1. Les invasions mongoles

Commencée en 1237, l'invasion des territoires slaves, extrêmement violente - dix pour cent de la population est tuée - s'achève en 1240 par la prise de Kiev. Les féodaux russes doivent alors prêter allégeance au Khan mongol et lui payer tribut en échange d'une large autonomie.

La Russie se libèrera du joug mongol à partir du règne d'Ivan III (1462-1505), qui refusera de payer l'impôt et repoussera trois attaques mongoles.

Les invasions mongoles ont à la fois provoqué une forme d'asiatisation des peuples slaves, mais aussi un réveil identitaire, fondé notamment sur la foi orthodoxe, qui participera à la construction de l'idée nationale. La délégation d'autorité du khan au prince de Moscou, chargé de percevoir l'impôt, contribuera à créer l'unité nationale.

1.4.2. L'Asie centrale

Plus tard, au XVI^{ème} siècle, la Russie entame sa poussée vers l'Asie centrale sous le règne d'Ivan le Terrible, qui desserre l'étau face aux mongols et s'empare des régions du cours inférieur de la Volga en prenant les khanats de Kazan et d'Astrakhan. Par la suite, l'empire russe poursuivra sa poussée vers la Sibérie, le Caucase et l'Asie centrale.

Vers le sud, l'expansion sera plus difficile, marquée par plusieurs siècles d'affrontements avec la Horde d'Or, puis l'Empire ottoman, les peuples du Nord Caucase (Tcherkesses) et de l'Est Caucasiens (Tchétchènes... etc).

La Russie va dès lors intégrer, progressivement, d'importantes communautés musulmanes. Celles-ci constituaient trente pour cent de la population de l'URSS et elles représentent encore quinze pour cent de la population russe actuelle. L'Islam est donc encore aujourd'hui une forte composante de l'identité russe.

1.4.3. L'Asie orientale

Au début du XVII^{ème} siècle, la Russie commence à intégrer en son sein des tribus bouddhistes dans les steppes de la basse Volga. Plus à l'Est, le bouddhisme se propage autour du Lac Baïcal depuis le Turkestan chinois (par l'intégration de la Bouriatie à l'Empire russe). Ces zones assurent une forme de transition géographique avec l'Empire chinois. Aujourd'hui encore, les populations bouddhistes – un demi-million de personnes – demeurent faibles numériquement, mais elles personnifient l'empreinte de la Russie sur le continent asiatique.

La politique extérieure russe est ainsi fortement marquée par l'Histoire qui, depuis plusieurs siècles, fait ressentir à la Russie sa force et sa grandeur en même temps que sa vulnérabilité face aux menaces extérieures. La Russie cherche donc, depuis qu'elle existe comme telle, à se protéger par la profondeur de son territoire ainsi que par sa force militaire, fondant sa politique de conquête ou d'influence sur une dialectique identitaire à la fois raciale, culturelle et religieuse.

La politique extérieure russe conduite ces dernières années fait assez clairement écho à ces invariants historiques. Dès lors, comment expliquer qu'elle apparaisse plutôt, aux yeux des commentateurs d'actualité, comme en rupture avec celle qui l'a précédée ?

2. Une rupture en trompe l'oeil

Si l'on croit distinguer des ruptures dans la politique extérieure russe, c'est d'abord parce que l'on assiste en quelques années à deux grands mouvements qui font suite à la période de gel de la Guerre froide : l'effondrement de l'empire soviétique et un sursaut à partir de la fin des années 1990. Ces ruptures apparentes renouent pourtant dans une large mesure avec les invariants de la politique russe.

2.1. Chute et redressement de la Russie : un apparent changement de cap

2.1.1. 1992-1999 : l'effondrement géopolitique de la Russie

Plusieurs facteurs permettent d'expliquer l'effondrement de l'Empire soviétique, quoique sa rapidité laisse perplexe. La cause centrale est de nature économique. Les finances russes sont exsangues à la fin des années 1980 et la route vers la faillite est accélérée par le coût de dix ans de guerre en Afghanistan et par le niveau des dépenses militaires. Dans ce domaine, la Russie finit par décrocher

technologiquement et financièrement avec l'annonce du projet de bouclier anti-missiles IDS³ annoncé par R. Reagan en 1983. Par ailleurs, le développement de nationalismes périphériques, en Ukraine, dans le Caucase ou dans les pays baltes, encouragés par l'ouverture relative engagée vis-à-vis des pays du « glacis », commence à éroder l'autorité du pouvoir central soviétique.

Pour autant, l'éclatement de l'URSS ne sera pas synonyme de redressement économique. La victoire occidentale sur le communisme soviétique est totale et le vaincu est traité comme tel. La Russie, désormais privée de territoires historiques comme l'Ukraine, la Biélorussie ou les états baltes, est ramenée à ses frontières d'avant Pierre le Grand, trois siècles plus tôt.

L'Union européenne et l'OTAN, dont la raison d'être originelle aurait dû entraîner la dissolution, viendront rapidement absorber en leur sein la plupart des nouveaux états et, ce faisant, se rapprochent de la capitale russe. Sur le plan économique, une libéralisation à marche forcée appauvrit rapidement la Russie tandis qu'une large partie de ses ressources est progressivement contrôlée par des multinationales occidentales. Sur le plan militaire, le reliquat de l'armée rouge est très rapidement déclassé, faute de moyens pour l'entretenir. Enfin, la démographie russe prend une pente catastrophique alors que sa population baisse de près de six millions de personnes entre 1995 et 2008, avant que la balance démographique ne redevienne positive.

Si les intentions affichées à l'Ouest ne visent pas officiellement à la mise sous tutelle de la Russie, celle-ci est cependant tenue de suivre le sens de l'Histoire et se « normaliser » en s'intégrant au système capitaliste et aux normes démocratiques. La volonté de faire de la Russie une puissance de second rang est clairement exprimé par l'ancien conseiller de Jimmy Carter, Zbigniew Brzezinski, dans le *Grand Echiquier*, publié en 1997, dans lequel il affirme que tout doit être mis en œuvre pour provoquer le « roll back » de la puissance russe et contrôler les « Balkans de l'Eurasie ».

Au cours de la décennie 1990, de nombreux signes ou initiatives peuvent être perçus par la Russie comme des provocations occidentales. Les minorités russes sont victimes de discriminations dans les pays baltes. L'OTAN intervient militairement au Kosovo en 1999, sur des motifs humanitaires, mais en l'absence de résolution du conseil de sécurité de l'ONU. A partir de 1999, l'OTAN officialise un projet de bouclier antimissile, officiellement pour se prémunir de la menace iranienne.

Ce déclassé rapide de la Russie sur la scène internationale va provoquer une réaction qu'incarnera Vladimir Poutine à partir de son élection à la tête du gouvernement, en 1999, puis comme président de la fédération de Russie.

2.1.2. Depuis 1999, redressement et réorientation de la politique extérieure russe

³ Initiative de Défense Stratégique

Le redressement opéré par Vladimir Poutine à partir de 1999 prend plusieurs formes : réappropriation des ressources et relance économique, reconstruction de l'outil militaire, retour à une politique plus eurasiiste, affirmation sur la scène internationale.

2.1.2.1. La relance économique

C'est naturellement par l'économie, avant tout, que passe le redressement de la Russie, plus particulièrement selon trois axes : réappropriation des ressources par l'Etat, restructuration de l'agriculture, entrée dans l'économie globale.

A la chute de l'URSS, le système mafieux qui avait prospéré au sein du régime ne s'éteint pas, mais au contraire, une poignée d'oligarques, anciens cadres du parti, vont profiter des privatisations à partir de 1992 pour s'approprier à bas prix l'essentiel de l'économie russe, notamment dans les secteurs miniers et énergétiques. Au cours de la décennie 1990, la fuite massive des capitaux est évaluée à la moitié du PIB russe. Avec une certaine brutalité, Vladimir Poutine inverse la donne en renversant une partie de ces oligarques pour assurer à la Russie le contrôle de ses ressources, ainsi que la stabilité de son pouvoir.

C'est ensuite l'agriculture, dont les rendements déjà faibles pendant la période soviétiques, se sont effondrés dans la seconde moitié des années 1990, qui va être réformée. L'abandon du système d'exploitation collectives issu des kolkhozes et sovkhoses est accéléré et la Russie devient à la fin des années 2000 le second exportateur mondial de blé.

Enfin, le développement économique n'a de sens que si la Russie est capable de s'intégrer dans l'économie globale, notamment comme exportateur. Vladimir Poutine, dès son arrivée au pouvoir, porte l'effort sur la distribution des hydrocarbures tout en cherchant à devenir compétitif dans les domaines technologiques, afin de limiter l'impact d'une récession globale entraînant une baisse des couts du pétrole. En 2011, le président russe annonce vouloir faire de son pays la cinquième puissance économique mondiale dans un délai de dix ans. Si les difficultés économiques actuelles de la Russie, dues aux sanctions occidentales et à la chute du cours du pétrole, rendent cette prophétie peu crédible, la modernisation de l'économie demeure une priorité absolue de l'état russe.

2.1.2.2. La reconstruction de l'outil militaire

Vladimir Poutine lance très tôt la modernisation de l'armée russe. Celle-ci passe sur une réduction des effectifs, une restructuration des états-majors et, surtout, une modernisation des équipements, conventionnels ou non.

Si cette modernisation est encore inachevée et qu'elle reste en deçà des ambitions initialement affichées, les engagements militaires russes en Géorgie en 2008 et en Syrie depuis 2015, ainsi que le

regain d'activité de la marine russe à travers le monde ces dernières années prouvent que l'armée russe est redevenue un ensemble efficace et cohérent.

2.1.2.3. Le retour à l'eurasisme

Le vide créé par l'échec de l'idéologie marxiste et communiste appelait à trouver une nouvelle doctrine à même de sous-tendre la nouvelle politique étrangère d'une Russie aux frontières redessinées. Si l'occidentalisme des « zapadniki », recommandant un rapprochement avec l'UE et les Etats-Unis, connaîtra un regain éphémère entre la fin de la Guerre froide et la crise des Balkans, tandis que de l'éclatement de l'URSS naissait l'espoir d'une coopération bénéfique avec l'Occident, la déception qui s'en suivit rapidement provoqua un sentiment de rejet qui fit resurgir les vieilles conceptions eurasistes du début du XX^{ème} siècle. Cette théorie géopolitique, élaborée dans les années vingt au sein de l'émigration russe, se veut avant tout opposée à l'universalisme occidental. Vassalisée par l'Occident à partir de Pierre le Grand, la Russie devrait ainsi retrouver sa vocation originelle, née de la rencontre de peuples forestiers d'Europe du nord avec les peuples venus d'Asie. La Russie est un état-continent autour duquel doivent s'ordonner les *rimlands* périphériques. L'eurasisme rejoint dans une certaine mesure la théorie du *Heartland* de Mackinder, pourtant développée dans le but inverse de réduire la puissance russe.

L'eurasisme resurgit donc dans le paysage politique, notamment sous l'influence de l'intellectuel Alexandre Douguine. Pourtant, cette doctrine, si elle postule le rôle central de la Russie sur le continent eurasiatique, ne recommande pas pour autant la rupture avec les franges occidentales et orientale du continent. Au contraire, l'Eurasie ne peut tirer sa puissance que d'une collaboration étroite avec l'Europe, l'Asie orientale et centrale. Le « bloc stratégique eurasiatique » doit donc intégrer l'ensemble franco-allemand à l'ouest, l'Iran au Sud (tout en rejetant la Turquie pro-occidentale) et la Chine à l'Est.

Cependant, cette approche de la géopolitique est davantage sentimentaliste que rationnelle et l'Eurasie politique peine à trouver sa définition concrète. Certains, comme le politicien Vladimir Jirinovskii vont jusqu'à prôner un retour aux frontières impériales de la Russie (Moldavie, Biélorussie, Ukraine, Pays Baltes, Slovénie)⁴, approche désormais peu envisageable. Cependant, l'idéologie eurasiste, même mal définie, va servir de support à une politique de réaffirmation internationale orientée vers une vision polycentrique du monde.

2.1.2.4. Une réaffirmation sur la scène internationale

Depuis le début des années 2000, la Russie cherche à reprendre la main sur son « étranger proche » et à retrouver un rôle d'acteur central de la scène internationale.

⁴ *Géopolitique de la Russie*, 1999

Dans sa zone d'influence historique, la Russie cherche à s'affirmer comme puissance régionale, tout en faisant obstacle aux politiques d'influence occidentales. Ainsi, la Russie a créé des structures de coopération de façon à renforcer les liens avec certains de ses voisins. C'est ainsi qu'est créée en 2000 la Communauté Economique Eurasiatique (Eurasec), regroupant six états membres et trois états observateurs, dans le but de renforcer l'intégration des états de la CEI, qui fût dissoute en 2015. Dans le domaine de la sécurité, l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC), créée en octobre 2002, peut être considérée comme le pendant politico-militaire de l'Eurasec. C'est également à travers des crises politico-militaires que la Russie renforce son influence régionale. C'est le cas en Géorgie en 2008 ou en Ukraine à partir de novembre 2013. L'implication de la Russie n'est pas le fruit du hasard. Outre les liens historiques entre ces états, la Géorgie et l'Ukraine sont également les deux états qui, à partir de 2007, ont officiellement amorcé un rapprochement vis-à-vis de l'OTAN, démarche qui, après les deux premières vagues d'adhésion de pays d'Europe de l'Est en 1999 et 2004, a pu constituer une ligne rouge pour la Russie, s'agissant d'anciennes républiques d'URSS.

Plus généralement sur la scène internationale, la Russie, cherche à retrouver une place d'acteur central dans les relations internationales. Consciente qu'elle ne retrouvera pas le statut d'hyperpuissance qu'elle avait pendant la Guerre froide, elle cherche à promouvoir un fonctionnement polycentrique des affaires internationales donnant un poids accru aux puissances émergentes ou, dans son cas, ré-émergente. C'est ainsi que naissent les BRICS, rassemblant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud et dont le premier sommet a lieu en 2009 en Russie. Les BRICS plaident pour une refondation des organisations internationales comme le Conseil de Sécurité de l'ONU et les organisations de Bretton Woods (FMI, Banque mondiale) prenant mieux en compte les intérêts des puissances émergentes. Auparavant avait déjà été créée l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) en 2001 qui, parmi ses objectifs, vise également à promouvoir un nouvel équilibre international.

C'est également par l'action diplomatique et militaire que la Russie tente de promouvoir ce nouveau modèle, souvent en opposition à la ligne occidentale. C'est ainsi que la Russie rencontre un succès diplomatique en amenant la Syrie à démanteler son arsenal d'armes chimiques sans recourir à la contrainte de la force en 2013 et qu'elle perturbe l'équation géopolitique occidentale en intervenant militairement en Syrie fin 2015 en soutien de l'armée syrienne.

2.2. Une rupture en trompe l'œil

Les ruptures apparentes sont en fait davantage des invariants qui franchissent les discontinuités de la période communiste ou de l'après guerre froide pour retrouver les tendances du temps long.

D'abord, la Russie veut être à nouveau **considérée comme une puissance**, non hégémonique, mais à influence mondiale, dans un monde polycentrique.

Comme par le passé, la Russie **balance entre ses tropismes européen et asiatique**, le premier demeurant son tropisme naturel tandis que la Russie ne renoue avec le second qu'à chaque fois que le lien européen a été marqué par des tensions ou conflits. Au cours de la décennie 1990, la Russie a tenté de redevenir « spirituellement » un état européen, par le biais de l'économie et de la politique. L'échec de ce rapprochement l'a conduite à se tourner vers l'Asie et la Chine, avec laquelle elle demeure pourtant dans une relation concurrentielle déséquilibrée beaucoup plus que dans une véritable alliance politique.

La Russie veut conserver une **zone d'influence** propre, celle de l'espace identitaire russe, malgré la difficulté de sa définition. Cette zone d'influence correspond aux anciennes républiques d'URSS, déjà incluses dans le territoire de la Russie tsariste de la fin du XIX^{ème} siècle.

Elle conserve une **sensibilité territoriale forte**, d'autant plus sensible que son territoire a été considérablement amputé à partir de 1992. La Russie est donc particulièrement attentive aux risques d'empiètement ou de contestation territoriale. C'est le cas dans le nord Caucase, vis-à-vis des régions arctiques, de l'accès à la Baltique, notamment par la poche de Kaliningrad, ou encore sur les îles Kouriles à l'Est.

La Russie, enfin, toujours fragilisée par une économie encore en développement, continue à **miser sur la force militaire** comme levier de puissance, et sur son arsenal nucléaire qui lui permettant de conserver son statut au sein du conseil de sécurité de l'ONU. C'est la raison pour laquelle son réarmement récent n'est pas surprenant, mais doit être davantage considéré comme l'attribut de la faiblesse plutôt que celui de la force. La durée limitée de l'effort militaire russe en Syrie est d'ailleurs le signe d'un emploi raisonné de la force, contraint par le poids financier qu'il impose.

Il existe cependant deux tendances qui ne s'inscrivent pas dans continuité de la politique russe et correspondent davantage à des comportements récents.

Le premier est la recherche par la Russie d'une influence mondiale, dans une conception polycentrique des relations interétatiques. Le déclassement de la Russie lui impose cette position médiane qui lui interdit naturellement de renouer avec sa position hégémonique de la Guerre froide. Cependant, la Russie entend restaurer son influence à l'échelle mondiale.

Le second est la divergence progressive de la Russie par rapport au droit international. En effet, au cours de la Guerre froide et, même au delà, jusque dans les années 1990, la Russie demeure attachée aux principes du droit international, particulièrement au recours au conseil de sécurité pour l'emploi de la force armée et au respect du principe de non ingérence, au moins hors de sa zone d'intérêt directe.

Pourtant, en réaction notamment au développement jurisprudentiel du « devoir d'ingérence humanitaire », invoqué dans les Balkans en 1999 puis, plus tard, en Libye, en 2011, ou au non recours au Conseil de sécurité des Nations Unies en Irak en 2003, la Russie tend en réaction à s'affranchir des principes du droit international, pratiquant une politique d'ingérence en Géorgie en 2008 ou en Ukraine depuis 2014.

2.3. Un dialogue Est-Ouest impossible ?

Ayant constaté que, dans l'Histoire, la relation entre la Russie et l'Europe demeure le plus souvent marquée par une méfiance réciproque, il est utile de conclure cette analyse par une étude des facteurs persistants de divergence et des voies possibles pour tenter de les surmonter.

2.3.1. Des codes de communication différents

La politique russe, qu'elle soit intérieure ou extérieure, ne saurait s'expliquer complètement sans tenir compte des caractéristiques de la sociologie russe.

La nature des relations humaines en Russie est plus entière, profonde et émotionnelle qu'elle l'est souvent en Occident. La transcription de ce constat en politique étrangère est que les relations entre états doivent être elles-mêmes entières : relations d'hostilité déclarée ou relations amicales fidèles et durables. Ainsi la Russie conçoit mal une approche trop « tactique » des relations internationales. Pour cette raison, elle a par exemple été marquée par le quiproquo du *reset* américain des années 1990 : tandis que la Russie pensait par là être acceptée comme grande puissance, l'Occident le concevait avant tout comme l'intégration de ce pays à l'ordre occidental.

Le rapport au droit est également est aussi un facteur d'incompréhension mutuelle. A l'Ouest, la règle de droit est centrale, même s'il est admis qu'elle puisse être occasionnellement contournée ou réinterprétée. En Russie, du fait, entre autres, de l'héritage soviétique, la règle de droit est d'emblée considérée comme une fiction, puisque contournée en permanence, mais il y est fait référence si nécessaire. Ceci peut expliquer l'adhésion de la Russie à certaines normes internationales, comme par exemple la charte de l'OSCE ou la Convention européenne des droits de l'Homme, qui ne signifie pas que la Russie ait eu l'intention d'en appliquer les principes à la lettre.

Enfin, le « non-dit » est pour les russes une forme d'expression peu accessible aux occidentaux. Ainsi, pour la Russie, l'acceptation d'un certain nombre de concessions à l'Occident, comme l'élargissement de l'OTAN, notamment aux pays baltes, ou certains gestes de rapprochement avec l'Ouest, comme le soutien russe aux Etats-Unis après le 11 septembre 2001, auraient du donner lieu, sans qu'il soit nécessaire de l'exprimer, à certaines formes de contreparties. Le droit à une sphère d'influence, notamment en Ukraine, en est une à laquelle la Russie s'attendait sans doute.

2.3.2. Un partenariat équilibré à reconstruire

Les malentendus sont donc nombreux et profonds entre Est et Ouest. Pour les surmonter, peu de stratégies sont réellement efficaces. La contrainte de la Russie par une politique de *containment* consolidera le régime en entretenant le syndrome de la « forteresse assiégée » et le réflexe patriotique de la population. Une politique de concessions ou de partage géopolitique ne serait pas plus efficace, car elle impliquerait trop d'ambiguïtés géopolitiques et d'entorses aux normes internationales. Une combinaison de ces deux approches serait, quand à elle, de nature à ne rien résoudre, tout en amplifiant les incompréhensions.

La base de toute relation étant fondée sur une bonne connaissance mutuelle, il apparaît donc essentiel de reconstruire progressivement un dialogue, et de le faire, paradoxalement, en cherchant à comprendre et décrire ce qui nous divise davantage qu'en recherchant à tout prix ce que nous aurions d'intérêts en commun, au risque de créer de nouveaux quiproquo. En multipliant les relations à tous niveaux, politique, haute administration, responsables militaires, il pourrait, à terme, être possible d'imaginer des solutions et des rapprochements qui ne semblent pas réalistes aujourd'hui.

* * *

Entre 1992 et 1999, la Russie connaît un très rapide **repli géopolitique** qu'expliquent l'effondrement économique du pays et la tentative, souhaitée en même temps que subie, de rapprocher la Russie de l'ordre international occidental.

Ainsi nourrie par la désillusion considérable de l'après-Guerre froide, la **nostalgie de la période récente** où l'URSS tenait tête à l'Occident, polarisant les relations internationales, explique sans aucun doute le soutien populaire à la politique de réaffirmation internationale de la Russie qui va marquer les années 2000.

Mais cette inflexion de la politique russe s'inscrit aussi dans un renouveau des débats géopolitiques sur la place du pays sur la scène régionale et internationale, que la Guerre froide avait en partie gelés. Ces débats réamorcent les **questionnements historiques de la Russie sur son identité**, balançant depuis qu'elle existe entre tropismes européen et asiatique ou encore « eurasiatique », dans une difficile synthèse entre les deux. Ressurgissent alors les **marquants essentiels de l'identité russe** : slavisme, orthodoxie, langue russe, largement exploités par les courants « eurasistes », cherchant à faire de la Russie, non plus l'un des blocs d'un monde bipolaire, mais l'une des puissances régulatrice d'un monde multipolaire. Ces réflexions identitaires rejoignent et s'appuient naturellement sur les **invariants géopolitiques** qui, par nécessité économique et sécuritaire, continueront à guider la politique extérieure de la Russie : enclavement physique et climatique, accès aux mers chaudes.

Ces réflexions, qu'expriment les évolutions de la politique russe, mettent clairement en lumière les **difficultés d'un dialogue Est-Ouest**, bloqué d'une part par des **conceptions différentes des relations internationales** et, d'autre part, par des **modes de dialogue culturellement distincts** ayant

progressivement induit des déceptions mutuelles qui mettent aujourd'hui les relations Est-Ouest dans une impasse, dont il faudra pourtant sortir.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

1. CHAUPRADE Aymeric, *Géopolitique, constantes et changements dans l'Histoire*, Ellipses, 2007, 1045p.
2. TEURTRIE David, *Géopolitique de la Russie*, L'Harmattan, 2010, 342p
3. FLICHY de la NEUVILLE Thomas, *Ukraine, regards sur la crise*, L'Age d'homme, 2014, 150p
4. BOYER Yves et FACON Isabelle, *La politique de sécurité de la Russie, entre continuité et rupture*, Ellipses, 2000, 250p
5. LECLERCQ Arnaud, *La Russie puissance d'Eurasie, histoire géopolitique des origines à Poutine*, Ellipses, 2012, 450p

ARTICLES

6. ISABELLE FACON, « Russie-Ukraine : la diplomatie va-t-elle reprendre ses droits ? », *Le Figaro*, 26 août 2014.
7. FACON Isabelle, « US Policy Change and Russian Foreign and Defense Policy Interests », *actes du colloque « the US rebalance towards Asia : transatlantic perspectives »*, *Science Po*, 16-25 juin 2013.
8. FACON Isabelle, préface de l'ouvrage « *L'Empire sans limites* », Laurent Chamontin, 2014.
9. BAYROU Céline, « Ukraine/Russie, dimension gazière d'un conflit », *FRS, note 16/2015*, 16 juillet 2015.
10. GENTE Régis, « la crise ukrainienne vue de Géorgie », *FRS, note 16/2014*, 10 décembre 2014.
11. DELANOE Igor, « la Crimée, un bastion stratégique sur le flanc méridional de la Russie », *FRS, note 14/2014*, 19 novembre 2014.
12. FACON Isabelle, « la politique étrangère sous « Poutine III » : quels choix de partenariats pour la Russie », *FRS, note 4/2012*, 11 mai 2012.
13. FACON Isabelle, « la relation France-Russie à l'épreuve », *annuaire français des relations internationales volume XVI*, 2015.
14. FACON Isabelle, « La Russie, l'Occident et la crise ukrainienne : la meilleure défense, c'est l'attaque ? », *L'ENA hors les murs, dossier « regard sur 2014 »*, décembre 2014.
15. FACON Isabelle, « quelles nouvelles ambitions pour la Russie d'aujourd'hui ? », *L'ENA hors les murs*, 2010.
16. LIIK Kadri, « how to talk with Russia ? », *European Council on Foreign Relations*, décembre 2015